



Guerre, islamophobie, politiques sécuritaires... STOPPONS CE GOUVERNEMENT !

Depuis maintenant plusieurs semaines, la France est directement impliquée dans une nouvelle guerre impérialiste en Irak, où des frappes aériennes ont lieu quotidiennement. Au coude à coude avec les Etats-Unis, le gouvernement de François Hollande s'applique à défendre les intérêts des multinationales occidentales dans la région, sous couvert de lutte contre le « terrorisme » et « la barbarie islamique ». Le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian a d'ailleurs annoncé dimanche dernier une nouvelle intensification des bombardements dans les jours à venir.

Une guerre au service des intérêts impérialistes

Alors que le gouvernement multiplie les coupes budgétaires et les politiques d'austérité, il s'appête dans le même temps à investir plusieurs milliards d'euros dans une nouvelle guerre. En deux ans de mandat, François Hollande aura donc orchestré trois interventions militaires : au Mali, en Centrafrique et maintenant en Irak. Mais contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, la raison profonde de ces guerres n'est en aucun cas la lutte contre la barbarie et l'intégrisme, il s'agit avant tout pour la France, les Etats-Unis et les autres puissances européennes, d'assurer la sauvegarde de leurs intérêts économiques dans une zone très riche en ressources naturelles (pétrole, minerais, uranium) dont l'exploitation par les multinationales est aujourd'hui menacée par l'instabilité politique qui règne dans la région. Le gouvernement français qui a inconditionnellement soutenu l'Etat barbare d'Israël dans les derniers mois, n'a que faire des violences et des massacres commis par l'Etat Islamique, son seul objectif est le maintien de ses positions économiques au Moyen-Orient.

Le prétexte à une nouvelle offensive islamophobe et sécuritaire



Le gouvernement français mène d'ailleurs la guerre sur tous les fronts : à l'étranger mais aussi en France.

La soie disant « lutte contre le terrorisme » a également permis de mener une nouvelle offensive en France pour renforcer la stigmatisation de larges franges de la population et pour accentuer la politique répressive et sécuritaire. Le plan Vigipirate a ainsi été renforcé, entraînant une importante présence policière dans toutes les grandes villes et la multiplication des contrôles au faciès. Une nouvelle loi anti-terroriste, votée par la quasi-totalité des groupes politiques à l'assemblée nationale, renforçant le tout-sécuritaire et limitant la liberté d'expression sur Internet, a également été votée. A cela s'ajoute la multiplication des sorties islamophobes dans la presse mais aussi dans les discours des hommes politiques de tous bords qui multiplient les amalgames entre musulmans et terroristes. Dimanche dernier, une manifestation appelant les musulmans de France à se désolidariser des crimes de l'Etat Islamique a même été organisée, contribuant largement à renforcer l'amalgame et le climat islamophobe. Pourtant, a-t-on déjà demandé aux chrétiens de se désolidariser des crimes du Ku Klux Klan ?!

Face à la guerre impérialiste refusons l'unité nationale, combattons ce gouvernement !

Ces initiatives mais aussi l'assassinat de l'otage Hervé Gourdel par l'Etat Islamique, conséquence directe de l'intervention impérialiste de la France, ont été utilisées de manière profondément écœurante par le gouvernement pour appeler l'ensemble de la population à l'Unité Nationale face à la barbarie. Mais face à cette guerre au service des intérêts des grands groupes capitalistes, il ne saurait y avoir aucune unité nationale. Ce gouvernement n'a qu'une seule boussole : défendre coûte que coûte les intérêts patronaux et s'attaquer toujours plus violemment aux exploités et aux opprimés en France et à l'étranger. Ceux qui subissent la barbarie des guerres qu'elles soient militaires ou économiques ne pourront jamais compter sur les Etats capitalistes pour les défendre. Seul l'affrontement dans la rue contre ce gouvernement raciste, pro-patronal et impérialiste permettra d'obtenir l'arrêt immédiat de la guerre et l'ouverture de nos frontières aux réfugiés d'Irak et d'ailleurs.